

AFRICA NEWS REPORT



AFRICA REGIONAL SERVICES - AMBASSADE DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE
58 BIS, RUE LA BOETIE, 75008 - PARIS - TEL: 01.43.12.48.61 - FAX: 01.43.12.46.57
(<http://usembassy.state.gov/paris-ars/wwwwhpag2.html>)

VERSION FRANCAISE

NUMERO 823

26 janvier 2004

SOMMAIRE

Page

Le discours du président Bush sur l'état de l'Union (Extraits relatifs à la politique étrangère) (2640)	1
La réponse des démocrates au discours de M. Bush sur l'état de l'Union (Mme Pelosi et M. Daschle dénoncent l'unilatéralisme du gouvernement actuel.) (580)	3
Les grandes lignes de la politique africaine des Etats-Unis (Interview du sous-secrétaire d'Etat par intérim pour les affaires africaines) (480)	3
La politique africaine des E.-U. met l'accent sur le commerce et les investissements (Propos d'un haut responsable du département d'Etat) (1130)	4
Le rôle de la politique étrangère dans l'élection présidentielle de 2004 (Une table ronde du Conseil sur les relations étrangères) (1480)	5
Proposition de loi sur la réforme de l'immigration (Elle permettrait aux sans-papiers de régulariser leur situation.) (890)	6
L'OMS engage une lutte parallèle contre le VIH et la tuberculose (Texte du communiqué de presse publié le 21 janvier par l'OMS) (930)	7
Les Etats-Unis ont admis des réfugiés de 24 pays africains en 2003 (Document du département d'Etat) (640)	8

AFI302 01/21/2004

Le discours du président Bush sur l'état de l'Union

(Extraits relatifs à la politique étrangère) (2640)

On trouvera ci-après des extraits du discours sur l'état de l'Union que le président Bush a prononcé le 20 janvier au Congrès. Ces extraits ont trait à la politique étrangère des Etats-Unis.

(Début des extraits)

La Maison-Blanche

Le 20 janvier 2004

Discours sur l'état de l'Union

(...)

L'Amérique est ce soir une nation appelée à de grandes responsabilités, et en marche pour les assumer.

Alors que nous sommes réunis, des centaines de milliers de soldats américains, hommes et femmes, sont déployés à travers le monde dans la guerre contre le terrorisme. En apportant de l'espoir aux opprimés et en soumettant les violents à la justice, ils renforcent la sécurité de notre pays.

Tous les jours, des policiers et des agents de renseignement suivent la trace des menaces de terroristes; des analystes examinent les listes de voyageurs des lignes aériennes; les hommes et les femmes de notre nouveau ministère de la sécurité intérieure patrouillent nos côtes et nos frontières. Leur vigilance protège notre pays.

Les Américains montrent une fois de plus qu'ils sont le peuple le plus travailleur du monde. L'économie américaine se renforce. Les allègements fiscaux que vous avez votés donnent des résultats.

Ce soir, les membres du Congrès peuvent tirer fierté des grandes oeuvres de compassion et des réformes que les sceptiques estimaient impossibles. Vous améliorez le niveau de nos écoles publiques et vous donnez aux personnes âgées la possibilité d'obtenir le remboursement de médicaments prescrits dans le cadre de "Medicare".

Nous avons fait face ensemble à de graves problèmes, et maintenant nous avons à faire face à un choix. Nous pouvons aller de l'avant avec confiance et détermination ou nous pouvons retourner à l'illusion dangereuse selon laquelle les terroristes ne complotent pas et les régimes dévoyés ne nous menacent pas. Nous pouvons poursuivre la croissance économique ainsi que les réformes dans les domaines de l'éducation et de l'assurance maladie pour les personnes âgées ou nous pouvons revenir aux anciennes politiques et aux anciennes divisions.

Nous ne sommes pas arrivés jusqu'ici, à travers les tragédies, les épreuves et la guerre, pour vaciller et laisser notre tâche inachevée. Le peuple américain a relevé le défi de l'histoire, et il attend la même chose de nous. Par ses efforts, son entreprise et son caractère, il montre combien l'état de notre Union est confiant et fort.

Notre obligation la plus grande est la défense active de la population. Vingt-huit mois se sont écoulés depuis le 11 septembre 2001 - plus de deux ans sans une attaque sur notre territoire - et il est tentant de croire que le danger a disparu. Cet espoir est compréhensible, réconfortant, et faux. Les attentats ont continué à Bali, à Djakarta, à Casablanca, à Riyadh, à Mombassa, à Jérusalem, à Istanbul et à Bagdad. Les terroristes continuent de comploter contre les Etats-Unis et contre le monde civilisé, mais par notre volonté et notre courage, nous vaincrons ce danger.

Aux Etats-Unis, où la guerre a commencé, nous devons continuer de donner au personnel chargé d'assurer la sécurité intérieure et de faire appliquer la loi tous les instruments dont il a besoin pour nous défendre. L'un de ces instruments essentiels est la loi PATRIOT, qui permet aux policiers fédéraux de mieux échanger des informations, de pourchasser les terroristes, de démanteler leurs cellules et de saisir leurs biens. Depuis des années, nous appliquons

des dispositions semblables pour arrêter des escrocs et des trafiquants de stupéfiants. Si ces méthodes sont bonnes pour pourchasser des criminels, elles sont encore plus importantes pour pourchasser des terroristes. Des dispositions clés de la loi PATRIOT vont arriver à expiration l'année prochaine, alors que la menace que font peser les terroristes ne disparaîtra pas en même temps. Nos services de police ont besoin de cette loi essentielle pour protéger nos concitoyens. Il est nécessaire que vous prorogiez la loi PATRIOT.

Les Etats-Unis sont de nouveau à l'offensive contre les terroristes qui ont déclenché cette guerre. En mars dernier, Khalid Shaikh Mohammed, l'un des organisateurs des attentats du 11 septembre, s'est réveillé aux mains des autorités américaines et pakistanaïses. Le 11 août dernier a eu lieu la capture du terroriste Hambali, l'un des principaux auteurs d'une l'attaque qui avait fait plus de 200 morts en Indonésie. Nous pourchassons les membres d'Al-Qaïda à travers le monde - et près des deux tiers de leurs chefs connus ont maintenant été arrêtés ou tués. Des milliers de militaires extrêmement habiles et résolus se livrent à une chasse à l'homme, à la poursuite du reste des tueurs qui se cachent dans les villes et des cavernes et nous traduirons, un par un, ces terroristes en justice. Dans le cadre de l'offensive contre le terrorisme, nous affrontons également les régimes qui recèlent et soutiennent les terroristes et sont susceptibles de leur fournir des armes nucléaires, chimiques ou biologiques. Les Etats-Unis et leurs alliés sont déterminés: Nous refusons de vivre sous la menace de cet ultime danger.

Les premiers qui ont pu constater notre détermination ont été les talibans qui avaient fait de l'Afghanistan la principale base d'entraînement des tueurs d'Al-Qaïda. A partir de ce mois-ci, ce pays a une nouvelle constitution qui garantit des élections libres et la pleine participation des femmes. Les maisons de commerce ouvrent leurs portes, des dispensaires sont établis et les enfants afghans, garçons et filles, vont de nouveau à l'école. Avec l'aide de la nouvelle armée afghane, notre coalition lance des raids puissants contre les membres survivants des talibans et d'Al-Qaïda. Les Afghans, hommes et femmes, construisent un pays libre et fier qui combat le terrorisme - et c'est un honneur pour les Etats-Unis d'être leur ami.

Depuis la dernière fois que nous nous étions réunis dans cette salle, des forces combattantes des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, d'Australie, de Pologne et d'autres pays ont fait appliquer les exigences des Nations unies, mis fin au régime de Saddam Hussein - et le peuple irakien est libre. Après avoir abattu le régime baassiste, nous nous heurtons à un reste de partisans violents de Saddam Hussein. Des hommes qui avaient fui devant nos troupes sont maintenant dispersés et sortent de l'ombre pour nous attaquer. Ces tueurs, auxquels se joignent des terroristes étrangers, représentent un danger grave et constant. Mais nous marquons des progrès contre eux. Le dirigeant naguère tout-puissant de l'Irak a été découvert dans un trou et il est maintenant dans la cellule d'une prison. Nous avons capturé ou tué 45 des 55 principaux personnages officiels de l'ancien régime. Nos forces sont à l'offensive, menant chaque jour plus de 1.600 patrouilles et lançant chaque semaine une moyenne de 180 raids. Nous affrontons ces bandits irakiens avec tout autant de fermeté que nous avons affronté le régime maléfique de Saddam Hussein.

Le travail de construction d'un nouvel Irak est ardu, mais il est juste. Et les Etats-Unis ont toujours été disposés à faire ce qu'il fallait pour être justes. En janvier dernier, la seule loi qui régnait en Irak était dictée par les caprices d'un homme brutal. Aujourd'hui, notre coalition collabore avec le Conseil de gouvernement irakien à l'élaboration d'une législation de base et d'une déclaration des droits. Nous travaillons avec les Irakiens et les Nations unies pour

préparer le passage à une pleine souveraineté irakienne d'ici la fin juin. Au fur et à mesure que la démocratie prendra pied en Irak, les ennemis de la liberté feront tout en leur pouvoir pour répandre la violence et la peur. Ils essaient d'ébranler la volonté de notre pays et celle de nos amis, mais jamais les Etats-Unis d'Amérique ne se laisseront intimider par des bandits et des assassins. Les tueurs échoueront et le peuple irakien vivra dans la liberté.

Mois après mois, les Irakiens assument davantage de responsabilités pour assurer leur sécurité et leur avenir. Et ce soir, nous avons l'honneur d'avoir parmi nous l'un des dirigeants les plus respectés de l'Irak, le président actuel du Conseil de gouvernement irakien, M. Adnan Pachachi. Monsieur, les Etats-Unis sont à vos côtés et aux côtés du peuple irakien tandis que vous construisez une nation libre et pacifique.

Grâce à l'action prééminente et déterminée des Etats-Unis, le monde s'améliore. Le mois dernier, le dirigeant de la Libye a spontanément promis de révéler et de démanteler son régime d'armes de destruction massive, notamment un projet d'enrichissement de l'uranium pour des armes nucléaires. Le colonel Kadhafi a correctement estimé que son pays s'en tirerait mieux, et serait plus en sécurité, sans armes de destruction massive. Neuf mois d'intenses négociations impliquant les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont abouti en Libye, alors que douze années de diplomatie ont échoué en Irak. Et cela pour une raison claire: pour que la diplomatie soit efficace, les mots doivent être crédibles - et personne ne peut plus douter de la parole des Etats-Unis.

Différentes menaces exigent différentes stratégies. De concert avec les pays de la région, nous exigeons que la Corée du Nord élimine son programme nucléaire. L'Amérique et la communauté internationale exigent que l'Iran respecte ses engagements et s'abstienne de mettre au point des armes nucléaires. L'Amérique est résolue à empêcher les armes les plus meurtrières du monde de tomber entre les mains des régimes les plus dangereux du monde. Lorsque je suis venu à cette tribune le 20 septembre 2001, j'ai amené l'écusson d'un policier victime des attentats afin d'évoquer les vies brusquement finies et une tâche qui ne connaît pas de fin. Je vous ai alors promis, ainsi qu'à tous les Américains, mon engagement total envers la sécurité de notre pays et la défaite de nos ennemis. Or cette promesse, faite par un individu, a été tenue par de nombreuses personnes. Au Congrès, vous avez alloué les ressources nécessaires à notre défense, et avez voté sur la difficile question de la guerre ou de la paix. Nos alliés les plus proches ont été inébranlables. Nos agents de renseignement et nos diplomates ont travaillé avec habileté et sans relâche.

Quant aux hommes et aux femmes de l'armée des Etats-Unis, ils ont entrepris la tâche la plus difficile de toutes. Nous avons constaté leur compétence et leur courage dans les attaques de blindés, les raids nocturnes et les heures solitaires de garde. Nous avons été témoins de leur joie lorsqu'ils rentrent au pays, et nous avons ressenti le chagrin de la disparition de l'un des leurs. Du pont d'un porte-avions sur le Pacifique à un mess à Bagdad, j'ai eu l'honneur de rencontrer nos soldats. Nombre d'entre eux nous écoutent ce soir. Et je veux qu'ils sachent, ainsi que leur famille, que nous sommes fiers d'eux. Et mon gouvernement, et ce Congrès, vous donneront toutes les ressources dont vous avez besoin pour mener et gagner la guerre contre le terrorisme.

Je sais que d'aucuns se demandent si l'Amérique est vraiment en guerre. Ils considèrent le terrorisme plus comme un crime, un problème qui se règle essentiellement par des actions policières et des poursuites judiciaires. Après la première attaque perpétrée en 1993 contre le World Trade Center, certains des coupables ont été traduits en justice, jugés, condamnés et envoyés en prison. Mais cela n'a pas réglé le problème. Les terroristes continuaient de

s'entraîner et de comploter avec d'autres pays, et de préparer des plans encore plus ambitieux. Après le chaos et le carnage du 11 septembre, engager des poursuites contre nos ennemis n'était plus suffisant. Les terroristes et leurs partisans ont déclaré la guerre aux Etats-Unis, et c'est bien la guerre qu'ils ont eue.

Certains, dans cet hémicycle et dans notre pays, n'ont pas soutenu la libération de l'Irak. Faire objection à une guerre découle souvent d'un motif sérieux. Mais reconnaissons franchement ce qu'il en aurait coûté de laisser Saddam Hussein au pouvoir. Nous recherchons tous les faits: déjà le rapport Kay a décelé des dizaines d'activités de programmes liés à des armes de destruction massive et des quantités significatives de matériel que l'Irak avait cachées aux Nations unies. Si nous n'avions pas agi, les programmes d'armes de destruction massive du dictateur se poursuivraient aujourd'hui. Si nous n'avions pas agi, les résolutions du Conseil de sécurité sur l'Irak se seraient révélées être des menaces vides, affaiblissant les Nations unies et encourageant des gestes de défi des dictateurs de par le monde. Les salles de torture de l'Irak seraient encore pleines de victimes terrifiées et innocentes. Les champs de la mort de l'Irak, où des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants ont disparu dans les sables, ne seraient encore connus que des tueurs. Pour tous ceux qui aspirent à la liberté et à la paix, le monde sans Saddam Hussein est un monde meilleur et plus sûr.

Certains détracteurs ont dit que nos obligations envers l'Irak auraient dû être internationalisées. On aurait du mal à expliquer ce reproche particulier à nos partenaires de Grande-Bretagne, d'Australie, du Japon, de la Corée du Sud, des Philippines, de Thaïlande, d'Italie, d'Espagne, de Pologne, du Danemark, de Hongrie, de Bulgarie, d'Ukraine, de Roumanie, des Pays-Bas, de Norvège, du Salvador et des dix-sept autres Etats qui ont engagé des forces en Irak. Lors de nos débats internes, nous ne devons pas oublier les contributions vitales de nos partenaires étrangers, ni diminuer leurs sacrifices. Depuis le début, les Etats-Unis ont recherché un appui international aux opérations en Afghanistan et en Irak, et en ont obtenu beaucoup. Il existe cependant une différence entre le fait de conduire une coalition de nombreuses nations et celui de se rendre aux objections d'une minorité. L'Amérique ne demandera jamais de note d'autorisation pour défendre la sécurité de son peuple.

Nous entendons également exprimer des doutes sur le fait de savoir si la démocratie est un objectif réaliste pour le Moyen-Orient, où la liberté est rare. Pourtant il est erroné, et condescendant, de postuler que des cultures entières et de grandes religions sont incompatibles avec la liberté et avec l'autonomie. Je crois fermement que Dieu a planté en chaque âme le désir de vivre libre. Et même quand ce désir est étouffé par la tyrannie pendant des décennies, il ressurgit toujours.

Tant que le Moyen-Orient demeurera un lieu de tyrannie, de désespoir et de colère, il continuera à produire des hommes et des mouvements qui menaceront la sécurité des Etats-Unis et de leurs amis. Aussi l'Amérique poursuit-elle une stratégie active pour la liberté au Moyen-Orient. Nous mettrons au défi les ennemis de la réforme, affronterons les alliés de la terreur et espérons des normes plus élevées chez nos amis. Afin de transpercer les barrières d'une propagande haineuse, la Voix de l'Amérique et d'autres services de diffusion augmentent leurs émissions en arabe et en persan, et, bientôt, un nouveau service de télévision commencera à diffuser des nouvelles et des informations fiables à travers la région. Je vous enverrai une proposition visant à doubler le budget de la Fondation nationale pour la démocratie et à concentrer ses nouveaux travaux sur la promotion d'élections libres, du libre-échange, de la liberté de la presse et de la liberté syndicale au

Moyen-Orient. Par-dessus tout, nous achèverons notre travail historique de démocratisation en Afghanistan et en Irak, pour que ces pays puissent éclairer la voie à d'autres nations et aider à transformer cette région en difficulté.

L'Amérique est un pays imbu d'une mission, qui reflète ses convictions les plus profondes. Nous n'avons aucun désir de dominer, aucune ambition d'empire. Notre but est la paix démocratique - une paix fondée sur la dignité et sur les droits de chaque homme et de chaque femme. Nous agissons pour cette cause avec nos amis et nos alliés à nos côtés, sans méconnaître toutefois la vocation spéciale de notre grande République en tant que fer de lance de la cause de la liberté.

(Fin des extraits)

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI403 01/22/2004

La réponse des démocrates au discours de M. Bush sur l'état de l'Union

(Mme Pelosi et M. Daschle dénoncent l'unilatéralisme du gouvernement actuel.) (580)

Dans leur réponse au discours sur l'état de l'Union prononcé par le président Bush le 20 janvier, les chefs de file du parti démocrate prônent une plus grande collaboration internationale, affirmant que la politique du président Bush consistant à faire cavalier seul en matière de politique étrangère a eu pour conséquences d'isoler les Etats-Unis à l'étranger et de laisser le pays sans ressources face aux questions intérieures prioritaires telles que l'enseignement et la couverture médicale des Américains.

Prenant la parole au Capitole immédiatement à la suite du discours du président Bush prononcé devant une séance plénière du Congrès, la chef de file de la minorité à la Chambre des représentants, Mme Nancy Pelosi, a accusé le gouvernement Bush d'avoir conduit les Etats-Unis à la guerre en Irak "sur la base d'affirmations sans fondement".

"Il a épousé une doctrine radicale de guerre préventive n'ayant aucun précédent dans l'histoire de notre pays et il n'a pas réussi à élaborer une véritable coalition internationale", a-t-elle déclaré.

Les démocrates, a-t-elle ajouté, sont fermement attachés à garantir que les forces armées américaines restent "les forces de paix les mieux entraînées, les mieux dirigées, les mieux équipées que le monde ait jamais eues".

Selon elle, il est préférable, au lieu de se mettre leurs alliés à dos, que les Etats-Unis collaborent plus étroitement avec les institutions internationales et leurs alliés afin d'empêcher la prolifération d'armes de destruction massive.

"Au lieu d'un désengagement diplomatique qui a presque détruit le processus de paix au Moyen-Orient et aggravé le danger que fait peser la Corée du Nord, cherchons plutôt à forger des accords et des coalitions, de façon qu'avec d'autres nous puissions répondre aux défis avant qu'ils ne menacent la sécurité du monde", a-t-elle dit.

A propos de la sécurité intérieure, Mme Pelosi s'est déclarée en faveur d'une inspection "à 100 %" de tous les conteneurs entrant aux Etats-Unis au lieu de seulement 3 % comme c'est le cas à l'heure actuelle. Elle recommande également que le niveau de sécurité des usines chimiques et nucléaires des Etats-Unis soit relevé.

Pour sa part, le chef de la minorité au Sénat, M. Tom Daschle (Dakota du Sud), a affirmé que "l'état de notre Union est solide, plus solide que les terroristes qui cherchent à nous nuire et plus solide que les défis auxquels nous nous heurtons".

"Nous savons par ailleurs que notre Union peut être encore plus forte", a dit M. Daschle, exhortant à la création d'une "société de progrès bâtie sur la fondation de bons emplois, d'une éducation solide et de soins médicaux de qualité qui seraient accessibles et d'un prix abordable".

"Ce n'est que lorsque tous les Américains qui souhaitent travailler pourront le faire, lorsque tous les enfants iront dans une bonne école et auront la possibilité de poursuivre leurs études, lorsque tous les Américains auront accès à des soins médicaux d'un prix abordable, lorsque toute une vie de travail garantira une retraite dans la dignité et lorsque l'Amérique sera en sécurité sur son territoire et que le respect et non pas le ressentiment sera accordé à notre force à l'étranger, que nous aurons une Union aussi solide que le peuple américain", a expliqué M. Daschle.

"C'est cette Amérique-là que nous voulons édifier, car c'est l'Union que le peuple américain mérite", a-t-il déclaré.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI201 01/20/2004

Les grandes lignes de la politique africaine des Etats-Unis

(Interview du sous-secrétaire d'Etat par intérim pour les affaires africaines) (480)

Par Charles Corey

Journaliste du Washington File

Washington - A l'occasion d'une conférence de presse organisée le 9 janvier, le sous-secrétaire d'Etat par intérim pour les affaires africaines, M. Charles Snyder, a déclaré que les membres de son équipe allaient se pencher en priorité, avant la fin du premier mandat du président Bush, sur les trois grandes questions qui figurent encore à l'ordre du jour: généraliser la paix au Soudan, élargir la portée de la Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA) et accroître le nombre de pays africains jouissant d'une cote de crédit.

A propos du Soudan, M. Snyder a fait remarquer qu'on ne savait pas jusqu'où irait la collaboration de ce pays lorsqu'il s'agit de lutter contre le terrorisme ou d'améliorer le respect des droits de l'homme dans le Sud.

"L'une des clés de la réussite, en ce qui concerne le Soudan, fut d'intervenir une fois le travail commencé par les Africains, d'appuyer ce qu'ils avaient entrepris et d'aller encore plus loin", a-t-il expliqué, ajoutant que l'efficacité de la politique des Etats-Unis se trouve souvent renforcée lorsqu'elle vise à épauler les initiatives déjà mises en oeuvre par les Africains sur leur continent. M. Snyder, qui a assumé ses fonctions le 1er novembre 2003, a souligné que sous la direction de son prédécesseur, M. Walter Kansteiner, l'équipe du département d'Etat chargée des affaires africaines attachait également un caractère prioritaire aux échanges et à la finance, et l'adoption de la deuxième Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA-II) a été l'un de ses grands succès. Cette loi a permis aux Etats-Unis d'augmenter leurs importations de marchandises en provenance d'Afrique.

Spécialisé dans les questions bancaires liées à l'investissement, M. Kansteiner a mis à profit ses compétences et s'est fait l'avocat de l'établissement de cotes de crédit pour de nombreux pays africains. Le programme mis en oeuvre par M. Kansteiner, aujourd'hui de nouveau associé au secteur privé, se poursuit et la cote de crédit de plusieurs autres pays sera évaluée au cours de l'année.

M. Kansteiner, a précisé M. Snyder, s'est intéressé de près à la relève de la Sierra Leone et à la situation au Congo. "La situation, au Congo, s'est nettement améliorée, même si elle est loin d'être

parfaite au plan économique. Mais ce pays a maintenant un gouvernement qui fonctionne, et nous avons joué un rôle à cette fin, notamment par le truchement de nombreuses démarches diplomatiques et du versement d'une aide appropriée", a-t-il expliqué.

M. Snyder a assumé ses nouvelles fonctions après avoir été premier sous-secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires africaines. L'initiative de paix au Soudan et la politique américaine à l'égard de l'Afrique australe faisaient alors partie de ses attributions.

(Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI401 01/22/2004

La politique africaine des E.-U. met l'accent sur le commerce et les investissements

(Propos d'un haut responsable du département d'Etat) (1130)

Par Charles Corey

Rédacteur du "Washington File"

Washington - Les échanges commerciaux et les investissements constituent un élément important tant de la politique américaine en général que des relations entre les Etats-Unis et l'Afrique, a déclaré le secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines par intérim, M. Charles Snyder, lors de la conférence de presse qu'il a donnée le 15 janvier au Centre d'accueil de la presse étrangère du département d'Etat.

Ils figurent "en premier sur notre ordre de priorité parce que nous sommes convaincus qu'ils représentent la solution pour intégrer l'Afrique à l'économie mondiale" et pour moderniser son économie, a-t-il dit.

La promotion de la démocratie et du développement, qui occupait auparavant la première place dans l'ordre de priorité des relations entre les Etats-Unis et l'Afrique, figure maintenant en deuxième place, avec la protection de l'environnement en troisième place.

"Lorsque nous avons décidé de mettre l'accent sur les échanges commerciaux et les investissements, a expliqué M. Snyder, nous avons dit que nous ne toucherions pas aux postes budgétaires consacrés au développement et à la démocratisation et que nous poursuivrions cette nouvelle politique en matière de commerce et d'investissement, la mise en oeuvre de l'AGOA II (la loi sur le commerce et les possibilités économiques en Afrique) et d'autres mesures telles que l'obtention d'une cote de crédit par de nombreux pays africains."

Au cours des dix dernières années, a-t-il indiqué, les Etats-Unis ont accordé à l'Afrique une aide au développement atteignant de 800 millions à 1 milliard de dollars par an, qui comprend aussi une aide à la lutte contre le sida. Tout en maintenant cette aide, ils comptent désormais attacher une plus grande importance aux échanges commerciaux et aux investissements.

La troisième question prioritaire de la politique africaine des Etats-Unis est la protection de l'environnement. C'est ainsi que le gouvernement Bush a lancé l'initiative en faveur des forêts du bassin du Congo en vue de protéger "l'un des poumons du monde" et d'en faire une zone de tourisme vert en Afrique.

M. Snyder a cependant fait remarquer qu'on ne pouvait faire de progrès dans ces trois domaines sans s'attaquer aussi à des questions d'intérêt plus général, telles que la lutte mondiale contre le terrorisme. L'Afrique ne constitue pas à cet égard le principal front, mais c'est quand même un front important.

M. Snyder a rappelé l'initiative prise par le président Bush afin d'encourager la lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Est et pour laquelle il était prévu 100 millions de dollars. Il s'agit, a-t-il dit,

d'améliorer le contrôle le long des frontières, les services de police et l'échange d'informations, entre autres. Les Etats-Unis espèrent que l'un des résultats de cette initiative sera le démantèlement de cellules du réseau Al-Qaïda.

La lutte mondiale contre le terrorisme s'étend aussi à l'Afrique de l'Ouest. "L'ancienne route des caravanes de chameaux allant de la Libye à la Mauritanie est une zone susceptible d'intéresser les extrémistes et à laquelle nous faisons attention", a-t-il dit.

La cessation du terrorisme est importante pour le développement économique de l'Afrique car aucune entreprise n'ira investir en Afrique si son personnel risque de faire l'objet d'attentats, a-t-il souligné.

Par ailleurs, la lutte contre le sida constitue une autre grande question d'intérêt général. Si l'on n'arrive pas à maîtriser la pandémie du sida, il ne faut guère s'attendre à un développement de grande ampleur. Par exemple, la formation professionnelle des enseignants devient extrêmement onéreuse si deux enseignants sur trois meurent du sida.

M. Snyder a attiré l'attention sur certaines conséquences de la pandémie du sida au niveau d'un pays. "L'une des raisons pour lesquelles la sécheresse en Ethiopie a été aussi néfaste est la disparition des agriculteurs qui avaient déjà connu ce genre de sécheresse cyclique et qui ont été victimes du sida avec leurs épouses. Il ne reste plus que les très jeunes et les très vieux pour faire face à la sécheresse dans ce pays."

En vue de lutter contre la pandémie du sida, le président Bush a annoncé un plan quinquennal d'aide (15 milliards de dollars répartis sur cinq ans) aux pays les plus touchés (12 pays africains ainsi qu'Haïti et le Guyana). Ce plan, qui montre la volonté des Etats-Unis de lutter contre le virus mortel du sida, vient s'ajouter à l'aide que les Etats-Unis apportent déjà dans ce domaine.

Une troisième grande question d'intérêt général est le règlement des conflits en Afrique, où l'on note quelques succès. "De nouveau, a-t-il dit, il ne peut y avoir de développement si la guerre sévit, si l'on compte des réfugiés, si rien n'est sûr et si rien ne fonctionne. Nous avons fait de notre mieux pour contribuer au règlement des conflits en Afrique."

La politique du gouvernement Bush à l'égard du Soudan en constitue un exemple, a-t-il fait remarquer en citant les conflits qui avaient surgi depuis l'entrée en fonctions du président Bush et qui étaient maintenant plus ou moins réglés, notamment en Sierra Leone et au Liberia.

Le Congo-Kinshasa, a-t-il dit, est l'une des réussites qui sont pratiquement passées inaperçues. Si l'on considère sa situation antérieure, le Congo est maintenant un pays pour lequel on peut nourrir un certain espoir en ce qui concerne son développement. La situation politique a finalement commencé de s'améliorer depuis les accords de Lusaka, qui remontent à 1994. "Nous avons joué un rôle dans les coulisses, a-t-il indiqué. Les Européens en ont joué un plus grand, mais c'est l'Afrique qui a joué le rôle primordial" avec la conclusion des accords de Lusaka.

Il convient, selon M. Snyder, de ne pas négliger les initiatives prises par les Africains. Dans le cas du Soudan, les Etats-Unis ont décidé de se fonder sur ce que l'Afrique avait déjà fait. "L'Autorité intergouvernementale sur la sécheresse et le développement (IGADD) avait déjà dégagé le terrain, ce qui a permis aux Etats-Unis de faire progresser le processus de paix."

Pour ce qui est de 2004, qui se terminera aux Etats-Unis par une élection présidentielle et par des élections législatives, M. Snyder a déclaré que le gouvernement Bush comptait achever ce qu'il avait commencé. "Nous avons à terminer ce que nous avons entrepris au Soudan, a-t-il dit. Il convient de faire en sorte que la situation au Liberia soit meilleure qu'elle ne l'était il y a trois ans. Il est probable

qu'il y aura des crises que nous ne pouvons même pas prévoir et pour lesquelles il nous faudra agir. Nous espérons aussi poursuivre la politique relative aux échanges commerciaux et aux investissements et apporter des améliorations à l'AGOA, entre autres."

(Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI503 01/23/2004

Le rôle de la politique étrangère dans l'élection présidentielle de 2004

(Une table ronde du Conseil sur les relations étrangères) (1480)
Washington - "Le terrorisme est le prisme à travers lequel le public voit George Bush", a déclaré, le 14 janvier, M. Andrew Kohut, directeur du "Pew Research Center for the People and the Press" (Centre de recherche Pew) à l'occasion d'une réunion du Conseil sur les relations étrangères dont le thème était le rôle de la politique étrangère dans l'élection présidentielle 2004.

M. Edward Rollins, président de "The Rollins Strategy Group" et conseiller de l'ancien président Ronald Reagan, et M. Douglas Schoen, sondeur d'opinions démocrate et conseiller attaché à la campagne de l'ancien président Bill Clinton, participaient également à cette table ronde.

S'ils ont exprimé diverses opinions politiques, les membres du groupe étaient tous d'accord pour dire que la politique étrangère, notamment la guerre contre le terrorisme, ne manquerait pas de jouer un rôle crucial dans l'élection de 2004. Tirant les enseignements d'un récent sondage du Centre de recherche Pew, M. Kohut a fait remarquer que, pour les Américains, la guerre contre le terrorisme est une priorité tout aussi importante que l'économie durant cette année électorale. C'est à son avis une conclusion importante car, au moment de l'élection présidentielle de l'an 2000, l'électeur américain ordinaire attachait peu, voire pas du tout, d'importance à la question des affaires étrangères.

Cependant, à cause des attaques terroristes contre le World Trade Center et le Pentagone, le 11 septembre 2001, et de la façon dont le président Bush y a réagi, le public américain s'intéresse de plus près à la question des affaires étrangères. "Les gens ne peuvent plus sous-estimer M. Bush. Les gens voient en lui un chef", a fait remarquer M. Rollins.

Les affaires étrangères joueront également un rôle important dans les élections primaires du parti démocrate. De l'avis de M. Rollins, en sa qualité de favori, l'ancien gouverneur du Vermont, M. Howard Dean, avait la capacité, avant les "caucus" organisés dans l'Etat de l'Iowa, de cibler l'attention des démocrates ailleurs que sur des questions essentielles, environnement et déficit par exemple, pour la faire se porter sur celles liées à la politique étrangère, notamment la guerre en Irak.

On trouvera ci-après quelques-unes des questions posées aux membres du groupe par M. James Lindsay, vice-président du Conseil sur les relations étrangères, portant sur le rôle de la politique étrangère dans l'élection 2004.

Question - Quel est le degré d'importance accordé aux questions de politique étrangères durant cette année électorale par rapport à la précédente?

M. Kohut - Ce qu'il faut surtout reconnaître, c'est que si les inquiétudes des gens en ce qui concerne le terrorisme se sont quelque peu atténuées par rapport à il y a un an ou deux, juste après les attaques (du 11 septembre), elles n'ont pas disparu pour autant; la guerre contre le terrorisme et la protection du pays contre le terrorisme sont donc des priorités aussi importantes au niveau

national que n'importe quelle autre. D'ailleurs, nous allons publier demain un sondage d'opinion dans lequel nous demandons aux gens de donner un ordre d'importance aux questions qui leur tiennent à coeur. En tête de liste: relever l'économie. En deuxième position: protéger le pays contre le terrorisme. En fait ces vœux étaient ex æquo. Les notes obtenues par le président en ce qui concerne sa stratégie de lutte contre le terrorisme ont affermi ses notes générales, notamment durant les périodes difficiles pour lui, par exemple lorsque son taux d'approbation est tombé à 50 % durant l'automne 2003. Pour ce qui est de sa stratégie de lutte contre le terrorisme, son taux d'approbation s'est toujours situé entre 60 et 65 %, et c'est une bonne chose pour lui.

D'ailleurs, si vous regardez les sondages, si vous étudiez l'histoire, la politique étrangère est un avantage pour le camp Bush pour deux raisons importantes. Premièrement, un président en fonction a toujours un avantage du fait qu'il est bien mieux connu que n'importe lequel de ses adversaires. Et, peu importe qui sera son adversaire démocrate, il (ou elle) devra être à la hauteur. Et ça, c'est un défi. Deuxièmement, en matière de politique étrangère, les républicains obtiennent en principe de meilleurs résultats que les démocrates, à moins que les choses n'aillent vraiment très mal. Cela fait donc deux points pour M. Bush.

L'autre élément, par contre, qui peut dans une certaine mesure avoir des effets sur la façon dont est perçu le gouvernement Bush, c'est la façon dont évolue la situation en Irak. Il n'en demeure pas moins que les gens admettent toujours que l'intervention en Irak était justifiée, même s'ils ont beaucoup de doutes à propos de la façon dont elle a été menée et le moment choisi pour l'entreprendre. Les démocrates auront l'occasion d'exploiter ces doutes si la situation continue de s'aggraver.

M. Lindsay - Est-ce que M. Bush est vulnérable au plan de la politique étrangère? Si une vulnérabilité existe, est-ce simplement à propos de l'Irak, ou bien cette vulnérabilité est-elle liée à des questions bien plus larges?

M. Rollins - L'issue d'élections libres dépend toujours de la personnalité du président en fonction. Et, bien sûr, lorsque le pays cherche un remplaçant, comme ce fut le cas pour le président Carter en 1980 et le président George Bush (père) en 1992, quelqu'un peut se distinguer du reste de la foule et présenter un choix très valable. Je pense qu'à l'heure actuelle c'est le président Bush qui a les qualités présidentielles qui comptent le plus. Les gens ne peuvent plus sous-estimer M. Bush. Les gens voient en lui un chef. Ils le considèrent bien sûr comme quelqu'un qui a impliqué le pays dans une guerre. Il jouit du respect des militaires. Il a manifestement entraîné son parti dans une élection parlementaire de mi-mandat qui a permis à ce parti de récupérer des sièges, ce qui ne s'était jamais vu.

Il est évident que M. Bush a sa propre base politique qui est très solide. Il n'y a aucun transfuge républicain. Il n'y a pas d'opposition. Et je pense que c'est une excellente position dans laquelle se trouver.

M. Kohut - Les chances sont en faveur de M. Bush. Cela ne fait aucun doute. Il n'empêche qu'il y a toujours des éléments imprévisibles (qui changent la donne). Une autre attaque en serait un. Que le public américain change d'avis à propos de l'importance de la menace terroriste à laquelle nous sommes vraiment confrontés, dans un climat où les nouveaux emplois ne se réaliseraient pas, et que la suprématie soit donnée aux questions intérieures, cela m'étonnerait vraiment. Je pense que tout compte fait, vous avez probablement raison, mais ce sont des choses que l'on ne peut exclure.

M. Lindsay - Les questions deviennent alors pour le candidat démocrate: Quel est votre objectif en matière de politique

étrangère? Est-ce que vous essayez d'anéantir l'avantage du président dans ce domaine? Est-ce que vous essayez de redéfinir cet avantage? Est-ce que vous essayez de changer le cours de l'élection?

M. Schoen - Je pense que les démocrates pourraient essayer de faire plusieurs choses (...) Il leur faudrait d'abord susciter de plus en plus de doutes à propos du succès de l'entreprise (en Irak). Si j'en crois les sondages que j'ai vus, de véritables doutes existent quant à la façon dont M. Bush s'est conduit dans le contexte international. Le manque de dimension multilatérale, de consultations avec l'ONU ont fait naître de véritables doutes. Je pense que c'est à ce niveau qu'on peut commencer à attaquer le président et faire entrevoir que l'aventure en Irak, quelle qu'elle ait pu être la valeur de cette idée, n'a pas été menée à bien, ou qu'elle n'a pas été menée aussi bien qu'elle aurait pu l'être.

Je ne suis pas sûr que vous réussirez à remporter le débat sur la question, mais si vous le neutralisez, vous mènerez alors la course. M. Lindsay - Est-ce que la politique étrangère est une question qui retentit de façon différente selon les groupes en fonction du sexe, des revenus, de la région?

M. Kohut - Une chose extraordinaire pour M. Bush et les républicains ressort du sondage que nous allons publier demain, et c'est que deux groupes importants, traditionnellement du côté démocrate dans la plupart des élections nationales, sont aujourd'hui plus attachés que leurs groupes démographiques correspondants à souhaiter un renforcement de l'appareil militaire américain.

Les femmes sont aujourd'hui plus en faveur d'un tel renforcement que les hommes, et les personnes d'un certain âge sont plus en faveur d'un renforcement de l'appareil militaire américain que les plus jeunes. Ce sont là des groupes d'électeurs typiquement démocrates, et cet état de choses est un très gros problème pour les démocrates.

Pour plus d'informations (en anglais), voir:

Campaign 2004: Foreign Policy in the Presidential Election
<http://cfr.org/campaign/2004/>

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI504 01/23/2004

Proposition de loi sur la réforme de l'immigration

(Elle permettrait aux sans-papiers de régulariser leur situation.)
(890)

Par Anthony Kujawa

Rédacteur du "Washington File"

Washington - Deux chefs de file du Sénat des Etats-Unis ont déposé, le 21 janvier, une proposition de loi visant à une réforme générale des lois sur l'immigration qui aurait pour effet recherché de renforcer la sécurité et la stabilité économique du pays et de réunir les familles des immigrés. Elle permettrait notamment à certains travailleurs sans papiers et à leur famille d'acquiescer le statut de résident permanent en vue de l'obtention ultérieure de la citoyenneté américaine, si certaines conditions se trouvent satisfaites.

"La réforme de l'immigration est une de nos grandes priorités nationales. Nous ne pouvons continuer à reporter des choix difficiles concernant notre politique d'immigration", a déclaré le sénateur républicain Chuck Hagel lors d'une conférence donnée le 21 janvier pour présenter cette proposition de loi. Le chef de la minorité (démocrate) au Sénat, M. Tom Daschle, était à ses côtés. "La présence sur notre territoire d'une dizaine de millions d'étrangers en situation irrégulière dessert nos intérêts de sécurité

nationale. Il incombe au Congrès de réformer le fouillis de lois sur l'immigration qui ont produit un véritable marché noir de la main-d'oeuvre clandestine", a fait observer M. Hagel.

La proposition de loi accorderait au ministère de la sécurité intérieure des crédits destinés au renforcement de la surveillance aux frontières, à l'examen du casier judiciaire et de l'état civil des demandeurs de visas et au dépistage des travailleurs et des immigrés sans documents se trouvant en territoire américain.

Le porte-parole de M. Hagel, M. Mike Buttry, a souligné qu'il ne fallait pas considérer ce nouveau texte comme une solution de substitution à la proposition de réforme de l'immigration que le président Bush avait présentée le 7 janvier. "Le président a présenté des principes, pas un projet de loi, en conséquence notre proposition est plus exhaustive. Le président avait parlé en termes généraux d'un programme temporaire alors que nous proposons un programme permanent."

Le 7 janvier, lors de son appel à un "débat national" sur la réforme de l'immigration, M. Bush avait proposé un programme qui autoriserait des millions de travailleurs en situation irrégulière aux Etats-Unis, mais aussi des personnes à l'étranger ayant reçu une offre d'emploi aux Etats-Unis, à travailler dans ce pays légalement pendant trois ans, période renouvelable si on ne trouvait pas de citoyen américain pour tenir cet emploi.

Le président a dit que son programme, une fois adopté par le Congrès, "offrirait un statut légal, en tant que travailleurs temporaires, aux millions de travailleurs non documentés employés actuellement aux Etats-Unis et aux personnes à l'étranger qui souhaiteraient participer à ce programme et à qui un emploi ici a été offert."

Ce statut serait d'une durée de trois ans renouvelables, mais pas indéfiniment. Selon le nouveau programme, a dit M. Bush, "les travailleurs temporaires rentreraient dans leur pays d'origine une fois terminés leur temps de travail aux Etats-Unis".

De l'autre côté, selon le programme proposé par les sénateurs Hagel et Daschle, les travailleurs étrangers seraient admis aux Etats-Unis pour occuper des postes qui sinon resteraient vacants. Ces étrangers seraient admis pour une période limitée, ils auraient le droit de changer d'employeur et ils auraient droit au même traitement (salaire, conditions de travail) que les travailleurs américains. Les visas de travail seraient renouvelables et les travailleurs qualifiés ainsi que leur famille se verraient accorder la possibilité de modifier leur statut de résidence.

Selon une note documentaire sur la proposition Hagel-Daschle, les travailleurs sans papiers et les familles qui se trouvent actuellement aux Etats-Unis pourraient demander, après approbation du ministère de la sécurité intérieure, la modification de leur statut d'immigration pour devenir résidents permanents et, par la suite, citoyens américains, s'ils remplissent les six conditions suivantes:

- avoir subi une enquête de sécurité nationale (examen du casier judiciaire notamment);
- avoir résidé aux Etats-Unis depuis au moins cinq ans;
- avoir travaillé au minimum quatre ans aux Etats-Unis (dont au moins une année après l'entrée en vigueur de la loi);
- avoir payé tous les impôts fédéraux applicables;
- avoir démontré leur connaissance de la langue et des institutions américaines;
- avoir versé une amende de 1.000 dollars en sus des frais de candidature.

La proposition de loi comprend aussi des dispositions et des crédits destinés à combler le retard qu'a pris le traitement des demandes de visas familiaux, afin d'assurer que les immigrés pourront être réunis à leur famille composée de citoyens américains ou de résidents en situation régulière.

"Cette proposition qui a l'aval de membres des deux partis dépasse les partis pris idéologiques et offre une manière pratique de protéger les frontières, de renforcer l'économie et d'aider les immigrants, tout en protégeant les travailleurs américains", a déclaré M. Daschle.

"En effet, elle maintiendra hors de nos frontières les éléments qui souhaitent nous faire du tort, tout en accueillant ceux qui souhaitent contribuer à la nation en poursuivant le rêve américain pour eux-mêmes et pour leur famille", a-t-il ajouté.

"L'immigration est une question vitale, qui touche tous les aspects de notre société, et je suis heureux que le sénateur Hagel et moi ayons pu nous y attaquer dans un esprit de pragmatisme et de collaboration."

Dès le mois prochain, la commission judiciaire du Sénat pourrait entamer des séances d'examen sur l'immigration.

(Les articles du «Washington File» sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI404 01/22/2004

L'OMS engage une lutte parallèle contre le VIH et la tuberculose

(Texte du communiqué de presse publié le 21 janvier par l'OMS) (930)

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié de nouvelles recommandations à l'intention des responsables nationaux de la santé afin de combattre la double épidémie de tuberculose et d'infection par le VIH. Cette co-infection touche 14 millions de personnes dans le monde, dont 70 % vivent en Afrique.

On peut trouver des références sur la nouvelle stratégie de l'OMS (en anglais) à l'adresse internet suivante: http://www.who.int/gtb/publications/tb_hiv/2004_330/pdf/interim_policy.pdf

On trouvera ci-dessous le texte du communiqué publié en français par les services de l'OMS.

L'OMS demande d'intensifier rapidement les mesures prises pour lutter contre la tuberculose et le VIH

Collaboration pour accélérer la distribution des traitements contre le SIDA et freiner la propagation de la tuberculose dans les régions de forte prévalence du VIH

21 janvier 2004 | GENEVE - L'Organisation mondiale de la Santé a annoncé aujourd'hui un plan pour étendre la collaboration entre les programmes nationaux de lutte antituberculeuse et de lutte contre le VIH/SIDA afin de juguler l'expansion de la pandémie de co-infection tuberculose-VIH, l'accent portant principalement sur l'Afrique, où vivent 70 % des 14 millions de personnes vivant avec cette co-infection dans le monde.

Cette nouvelle politique définit les actions nécessaires pour lutter contre la double épidémie de tuberculose et de VIH et donne des conseils clairs aux pays pour savoir dans quelles circonstances ils doivent prendre ces mesures efficaces. Elle constituera un appui essentiel pour la stratégie de l'OMS "3 millions d'ici 2005" qui prévoit de fournir les traitements antirétroviraux (ARV) à trois millions de personnes vivant avec le SIDA d'ici fin 2005.

"La tuberculose et le VIH forment ensemble une association meurtrière que l'on doit combattre en adoptant une méthode de traitement global de la personne, a déclaré le Dr LEE Jong-wook, Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé. Avec un traitement efficace, on peut guérir la tuberculose, maîtriser le VIH et préserver la santé de millions de personnes."

Un élément crucial sera d'étendre rapidement les programmes de conseils et de dépistage volontaire du VIH, dans le but de détecter

au cours des deux prochaines années plus d'un demi-million de tuberculeux séropositifs pour le VIH et de les adresser aux services assurant les traitements ARV. Avec un complément de formation pour les agents de santé, les programmes de lutte antituberculeuse apporteront leur concours à la prévention du VIH, à la distribution des ARV et aux soins des patients.

Parallèlement, le dépistage des cas de tuberculose va s'intensifier dans les zones de forte prévalence du VIH en intégrant ce diagnostic dans les services qui s'occupent du VIH/SIDA. En Afrique, jusqu'à la moitié des personnes vivant avec le VIH/SIDA développent la tuberculose et jusqu'à 80 % des tuberculeux sont également infectés par le VIH.

Avec le dépistage systématique de la tuberculose chez les patients vivant avec le VIH/SIDA, il sera possible de donner des médicaments prophylactiques aux cas de co-infection qui ne présentent pas encore une tuberculose évolutive et le traitement à ceux qui en sont déjà à ce stade. Il sera ainsi possible de prolonger la vie des personnes vivant avec le VIH/SIDA jusqu'à ce qu'elles puissent bénéficier de la disponibilité accrue des ARV dans les prochaines années.

Comme l'a rappelé le Directeur exécutif de l'ONUSIDA, le Dr Peter Piot: "la tuberculose est peut-être l'infection opportuniste la plus importante et la plus mortelle. En luttant à la fois contre elle et contre le VIH, on peut améliorer significativement la qualité de vie des personnes infectées par le VIH tout en luttant contre la tuberculose et en évitant de nouvelles infections."

Dans leur immense majorité, les personnes infectées par le VIH n'ont pas connaissance de leur état et vont consulter les services de santé généraux. Le conseil et le dépistage volontaire du VIH proposés aux sujets tuberculeux en ayant recours à des tests rapides constitue une voie d'accès à une prise en charge globale incluant la prévention, les soins, le soutien et le traitement du VIH/SIDA comme de la tuberculose.

"Les faits montrent que le dépistage du VIH est bien accepté par les patients tuberculeux, de sorte que son intégration dans les programmes de lutte antituberculeuse, avec les services de conseils qui vont de pair, permettra de détecter beaucoup plus de sujets justiciables du traitement ARV, explique le Dr Mario Raviglione, Directeur à l'OMS du département Halte à la tuberculose. Nous savons aussi que les ARV réduisent le nombre de sujets séropositifs pour le VIH qui développent la tuberculose d'une proportion pouvant atteindre 80 %. Il est donc parfaitement justifié de promouvoir et de développer cette collaboration."

Le lancement des nouvelles orientations "The Interim Policy on Collaborative TB/HIV Activities" coïncide avec le quatrième appel à propositions pour le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme. Les dossiers peuvent être présentés jusqu'en avril 2004. Cette politique provisoire appuiera les propositions couvrant la double épidémie de tuberculose et de VIH. Le Fonds mondial a déjà engagé US\$ 2,1 milliards sur deux ans pour des programmes dans 120 pays.

Ensemble, ces deux épidémies constituent un immense défi à relever par la santé publique. Actuellement, 40 millions de personnes sont infectées par le VIH et l'on compte 5 millions de nouvelles infections chaque année. Selon l'OMS, un tiers de la population mondiale est désormais infecté par le bacille tuberculeux, 8 millions de personnes développent une tuberculose évolutive et 2 millions en meurent chaque année.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)

AFI202 01/20/2004

Les Etats-Unis ont admis des réfugiés de 24 pays africains en 2003

(Document du département d'Etat) (640)

Les Etats-Unis ont accueilli sur leur territoire des réfugiés de 24 pays africains en 2003 et ont augmenté de 5.000 le nombre maximum (25.000) des admissions pour 2004.

On trouvera ci-après le texte de la fiche analytique que le département d'Etat a diffusée le 16 janvier à ce sujet.

(Début de la fiche analytique)

Le programme d'admission des réfugiés en provenance d'Afrique Historique

Depuis 1980, les Etats-Unis ont admis sur leur territoire plus de 138.000 réfugiés africains au titre d'une réinstallation permanente.

La plupart de ces réfugiés sont somaliens (plus de 43.000) ou éthiopiens (plus de 37.000), et les autres comprennent entre autres des Soudanais, des Libériens, des Congolais, des Rwandais, des Sierra-Léonais et des Angolais. Ces dernières années, ce programme est devenu plus divers tant sur le plan de l'origine des réfugiés que sur celui des centres d'examen des dossiers. Au cours de l'année budgétaire 2003, les Etats-Unis ont admis sur leur territoire des réfugiés originaires de 24 pays africains.

La majorité des dossiers d'admission de réfugiés africains sont examinés par l'ambassade des Etats-Unis à Nairobi avec l'aide d'un organisme de bénévoles ("Joint Voluntary Agency" ou JVA) et de l'Organisation internationale pour les migrations ainsi que par l'ambassade des Etats-Unis à Accra, avec l'aide d'un organisme compétent ("Overseas Processing Entity" ou IOM) et de l'Organisation internationale pour les migrations. L'examen des dossiers en Afrique subsaharienne a lieu lors de déplacements de responsables de nos deux centres régionaux d'Accra et de Nairobi et est le résultat d'une coordination étroite entre le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (identité des réfugiés et soutien logistique sur le terrain), l'OPE ou le JVA (préparation des dossiers), le ministère de la sécurité intérieure (sélection) et l'Organisation internationale pour les migrations (orientation culturelle et formalités de voyage).

Les Etats-Unis ont également un centre au Caire, et depuis 1999 le programme des réfugiés a pris une grande ampleur dans cette ville, principalement pour satisfaire les besoins de réfugiés soudanais et autres qui se trouvent en Egypte.

Le programme d'admission pour l'année budgétaire 2004

Ce programme prévoit une limite de 25.000 admissions pour l'Afrique, soit 5.000 de plus que l'an dernier et 50 % de la limite régionale approuvée par le président pour 2004. Les partenaires qui participent à l'exécution de ce programme, notamment des organismes publics fédéraux, des ONG, le Haut-Commissariat aux réfugiés et l'Organisation internationale pour les migrations, oeuvrent de concert pour recenser les nouveaux groupes de personnes qui ont besoin d'être réinstallées et d'examiner le plus grand nombre possible de dossiers des réfugiés au titre de leur admission. La plus grande partie de cette tâche porte sur l'Afrique.

Les réfugiés originaires d'un pays africain quel qu'il soit peuvent demander à bénéficier de ce programme par l'intermédiaire du Haut-Commissariat aux réfugiés ou d'une ambassade des Etats-Unis.

Les Etats-Unis désignent comme pouvant prétendre à une réinstallation sur leur territoire des groupes donnés de personnes pour des raisons particulières d'ordre humanitaire. Ils désignent ces groupes de concert avec le Haut-Commissariat aux réfugiés, le ministère de la sécurité intérieure, des ONG et d'autres spécialistes.

Le volet du programme de 2004 consacré à la réunification de familles africaines s'applique aux conjoints, aux enfants non mariés

âgés de moins de 21 ans et aux parents de personnes qui ont été admises aux Etats-Unis en tant que réfugiés ou asilés et qui sont des ressortissants des pays suivants: Burundi, Congo-Brazzaville, République démocratique du Congo, Liberia, Somalie et Soudan. Dans le cadre de ce volet, un parent qui remplit les conditions nécessaires peut faire une attestation sous serment au sujet de son lien de parenté auprès d'un des bureaux des organismes de réinstallation participant à ce programme.

(Fin de la fiche analytique)

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/francais/>)